

**Consultation du gouvernement du Québec sur la nouvelle  
politique énergétique**

**Mémoire déposé par François Tanguay**

**Montréal le 2 mars 2015**

**EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE et  
ÉQUITÉ TARIFAIRE**

**Une dose d'économie durable :  
Un virage incontournable**

**Introduction**

Pour la énième fois en 20 ans, un gouvernement du Québec entreprend une réflexion sur l'énergie. On nous promet une nouvelle stratégie, une nouvelle politique, une vision qui encadrera les trois grands chapitres du secteur : l'efficacité énergétique (EÉ), les énergies renouvelables et les incontournables hydrocarbures. Je veux bien, mais...déjà annoncée comme étant assez restreinte, -malgré un appel aux médias sociaux- cette consultation risque de n'apporter que trop peu d'éléments nouveaux aux décideurs. Nous sommes plus à l'heure des décisions, de la volonté politique, qu'à celle des consultations. Dans les trois domaines ciblés par le gouvernement, nous disposons déjà de toute l'information nécessaire pour aller de l'avant. Cela dit, il est évident que nous avons un angle mort sur plusieurs aspects de notre bilan énergétique.

Dans cette consultation, se cache dans l'ombre un piège de taille, derrière les déclarations trop souvent lancées comme autant de vœux pieux, on évite le seul scénario pertinent : arrêter d'ajouter de l'énergie d'abord, ensuite miser sur les meilleurs choix qui s'imposeront sans doute d'eux-mêmes et finalement mettre un juste prix à toute les sources d'énergie.

Si nous ne commençons pas par un exercice sérieux de réduction de notre demande de toutes les formes d'énergies, nous partons sur une bien mauvaise lancée, nous risquons de mettre en place une politique sans envergure, qui sera déjà caduque le jour de sa naissance.

Pour avoir une base solide de discussion, nous devons avoir en tête, entre autres, deux documents majeurs et récents qui ont été rendus public en 2014. Tout d'abord le Rapport Lanoue-Mousseau<sup>1</sup>, qui jette un éclairage complet sur notre rapport à l'énergie, peu importe qu'on en partage les recommandations ou non. Puis, plus récemment, la Chaire de gestion du secteur de l'énergie des HEC, dirigée par Pierre-Olivier Pineau, qui dresse un portrait complet de notre état des lieux : de ce qu'on fait avec nos énergies, travail que nos gouvernements successifs n'ont pas aussi bien fait depuis plusieurs années. Ce document nous permet surtout de constater que 50% de l'énergie qui entre dans notre économie est perdue et cela, à cause de nos modes de consommation et de production moins qu'optimaux. Nous avons la carte et le territoire, une image assez complète de notre paysage énergétique, aller de l'avant sans tenir compte de cet état de fait tiendrait du ridicule. Si à ces deux documents récents on ajoute ce

---

<sup>1</sup> Commission sur les enjeux énergétiques du Québec, MAÎTRISER NOTRE AVENIR ÉNERGÉTIQUE  
Pour le bénéfice économique environnemental et social de tous. Janvier 2014

qui sera rendu disponible dans la présente démarche. Pas le peine d'aller voir ailleurs, de commander encore d'autres expertises.

### **Efficacité énergétique : oui, mais encore...**

Il y a encore beaucoup d'incompréhension sur ce qu'est l'efficacité énergétique. La diminution du gaspillage d'énergie n'est pas de l'efficacité en soit! Ce qui est vraiment efficace c'est de rendre le meilleur service énergétique pour un besoin donné, et ce, avec la source la plus appropriée, utilisée de façon optimale. Dans le domaine de la construction domiciliaire, terrain propice aux gains en efficacité énergétique s'il en est, nous nous sommes dotés d'un code du bâtiment et de normes de rendement énergétique issues d'un autre millénaire. Ce seul domaine, avant d'être visé par des mesures dites d'efficacité énergétique, doit faire l'objet d'un regard profond de la part de nos décideurs.

Alors que l'Europe mesure le rendement énergétique d'une maison en perte annuelle par mètre carré, nous en sommes encore avec des standards qui sont plus liés à la structure du bâtiment, aux normes dites de sécurité, qu'à des rendements en énergie. Pas un seul projet domiciliaire d'importance n'a été à ce jour construit au Québec dans un cadre écoénergétique. Les quelques petits projets se comptent sur les doigts des mains. Orientation solaire, minimisation du pavage, matériaux à basse signature carbone, isolation maximale, gestion positive de l'eau des résidences...la liste pourrait s'allonger.

En Europe, la nouvelle génération de bâtiments, tous secteurs confondus, devra avoir une consommation énergétique réduite à un strict minimum, dès 2019 pour le secteur commercial, et en 2021

pour tous les autres secteurs. Il s'agit de la norme Near Zero Energy Buildings (NZEB), norme adoptée par la Communauté européenne il y a déjà quelques années<sup>2</sup>. Dans le cadre de cette nouvelle politique commune de l'Europe, tout nouveau bâtiment devra avoir une demande en énergie réduite à si peu que le complément pourra être produit sur place ou dans la région, de préférence par de l'énergie de source renouvelable. En termes d'énergie à combler, on aura recours au solaire d'abord, à la biomasse forestière ou à tout autre mode d'énergie renouvelable. La demande en chauffage de cette nouvelle génération de bâtiments est de 90% moindre que le parc immobilier en place. Sans entrer dans une élaboration technique de cette approche, résumons-la en termes simples : combien d'énergie par mètre carré, par an, **perdra** le nouveau bâtiment? Quoi faire pour atteindre ce rendement?

Le cas de la Haute-Autriche est assez éloquent. Dès 2005 la norme *Passiv Hauss* réduisait la demande en chauffe et en climatisation d'un minimum de 80%. Cette province du centre du pays a réduit la part de chauffage domestique au fioul de 99% à 1% en dix courtes années. Le standard *Passiv Hauss*, devenu depuis européen, change complètement l'utilisation en énergie d'une maison. Réduite à un strict minimum, la demande en énergie peut être comblée bien plus facilement et la majorité du temps par une fourniture ne nécessitant qu'une intervention locale, légère en infrastructure et variée quant aux sources que l'on peut utiliser pour la rencontrer.

---

<sup>2</sup> <http://www.eceee.org/policy-areas/Buildings/nearly-zero-energy-buildings>

Miser sur une telle performance énergétique dans le contexte nord-américain tiendrait d'une véritable révolution, d'un changement de paradigme si vaste qu'on est en droit de se questionner sur nos chances d'y accéder.

### **Le vrai prix de l'efficacité énergétique**

Le gouvernement nous envoie déjà le message dans les documents de références à cette consultation : il sera bien plus difficile, plus onéreux, d'aller chercher plus d'efficacité énergétique. Je ne partage pas du tout ce point de vue. Ce qui a coûté le moins à faire n'a fait qu'effleurer l'efficacité énergétique. À vrai dire nous avons surtout attaqué le gaspillage jusqu'à maintenant. Facile de conclure que ces mesures n'ont pas coûté cher. Ce sont les vraies mesures d'efficacité énergétique qui confrontent nos choix politiques en énergie. Supposer que les prochaines mesures de cette forme d'énergie, car l'efficacité en est une...source d'énergie, va coûter plus cher c'est déjà faire fausse route.

Plus cher que quoi? Pourquoi plus cher et basé sur quels critères? Il faut d'abord comparer les comparables. Par exemple, la valeur économique d'un négawatt, l'effacement de la demande d'un mégawatt par une nuit très froide de janvier (je cite volontairement le pire cas), devra être mesuré en fonction de ce qu'il en coûte pour rencontrer la fine pointe de la demande au même moment. On ne doit pas se baser sur le coût moyen de fourniture d'Hydro-Québec (sous les 3 cents!) pour évaluer la rentabilité d'un négawatt de fine pointe. Toute mesure de la réduction de la demande doit être comparée à ce qu'il en coûterait pour ajouter l'équivalent en nouvelle

production ou à ce qu'il en coûte vraiment pour fournir un service égal.

De plus, une énergie dont on ne crée pas le besoin par le biais d'une mesure d'efficacité énergétique, est à l'abri de tout risque de hausse de coût pour ce qui concerne l'avenir. Une maison à haute performance énergétique dès sa conception, sa construction n'aura pas à être rénovée par le biais d'un programme de mesures d'efficacité énergétique dans 10 ou 15 ans, puisque déjà performante le premier jour de la prise de possession. Sa valeur écoénergétique dans le temps n'en sera que plus grande avec les hausses des prix de l'énergie. Est-il vraiment nécessaire, voire réaliste, d'essayer de mettre un chiffre à cette non-demande d'énergie pour la durée utile d'un bâtiment? Ne devons-nous pas d'emblée mieux construire sans tergiverser sur la pertinence de ne pas créer des besoins énergétiques additionnels?

### **Le prix réel de l'énergie**

Avant de commencer tout exercice de mesure de rentabilité en efficacité énergétique il faudra consacrer un effort considérable pour mettre un prix, juste et réel, à toutes nos sources d'énergie. Le prix de l'essence à la pompe sans sa valeur carbone? Le gaz naturel sans le coût des GES qui sont liés aux fuites fugitives de réseau?

Nous refusons de payer le prix complet pour notre énergie et par conséquent, celui de nos biens de consommation. Nous nous comportons collectivement en parasites énergétiques inconscients. Dans cette perspective, un constat s'impose : gaspiller, ignorer la

facture socio-environnementale, ne coûte pas assez cher, c'est justement pour ça que l'inefficacité énergétique est si répandue.

De fait, le plus grand bassin d'énergie additionnelle se trouve dans l'efficacité énergétique et encore plus dans l'élimination du gaspillage. À partir de maintenant, nous devons intervenir sur le plan énergétique avec comme vision, une demande sobre en carbone et un rendement optimal, peu importe nos choix. Nous n'avons pas le luxe de faire autrement. Nous devons réduire la demande au maximum avant même de songer à ajouter de l'énergie, peu importe l'origine.

Le coût réel des énergies fossiles, subventionnées annuellement à coup de centaines de milliards et protégées fiscalement par tous les pays riches, est exclu de notre bilan économique à un tel point que l'efficacité et la compétitivité de nos entreprises en sont affectées dès le départ. L'inclusion du prix du carbone dans notre économie non seulement assurera une équité socio-environnementale, mais permettra de mettre le Québec au cœur d'un marché mondial d'innovation qui l'avantagera à long terme. Il faut mettre le cap sur une cohérence énergétique indéfectible.

On doit envisager que dans un avenir proche des barrières tarifaires seront imposées par certains pays, plus scrupuleux du point de vue de l'éthique environnementale, à ceux qui n'incluent pas une comptabilité carbone dans leur PIB. Au mieux, nos entreprises devront payer à ces pays des taxes à l'entrée dans ces économies, pour compenser pour notre refus d'inclure la valeur carbone dans nos exportations. Au pire, certains marchés nous seront carrément fermés.

Dans un monde où, par le biais des ententes sur le climat, il deviendra difficile de se cacher de la vraie facture, n'est-il pas le temps que le Québec se distancie de la position intenable défendue par le gouvernement du Canada? Notre bilan économique ne pourra que bénéficier d'une nouvelle rigueur comptable en énergie.

### **Sortir de l'ère du pétrole**

Il faut miser sur une accélération de l'électrification du transport collectif, avec des budgets en conséquence, quitte à y mettre une taxation dédiée sur le prix de l'essence, afin de réduire encore plus rapidement notre lien au pétrole. Peu importe le prix du baril, il faut détacher graduellement notre économie des énergies fossiles et rejoindre les pays les plus efficaces, les premiers de classe en performance énergétique. Une accélération de l'appui à l'électrification des flottes mobiles (taxis, flottes privées de livraison, flottes municipales et gouvernementale, etc.) aura un impact économique positif immédiat. L'aide à l'achat de véhicules tout électriques ou hybrides pour le public doit être maintenue, pour le court terme. Mais à terme, il sera bientôt temps de réduire graduellement et éventuellement d'éliminer cette aide. Le marché ira en croissant et les prix de ces véhicules baisseront naturellement. Par ailleurs, viser une classe de véhicules qui n'est accessible qu'à une tranche de consommateurs, renforce le signal inéquitable des prix de l'énergie. Le transport individuel ne saurait primer sur les besoins collectifs.

### **Un trop-plein d'énergie**



Dans le même ordre d'idée, sans nous questionner sur les meilleures pratiques en efficacité énergétique, nous ajoutons sans cesse de l'énergie à notre panier de consommateurs. Peu importe la source, toute énergie ajoutée depuis plusieurs années est une preuve de notre aveuglement à être vraiment efficaces en faisant plus avec moins! On casse du sucre sur le dos des éoliennes, mais on oublie trop facilement que toute l'hydroélectricité en plus nous éloigne aussi d'une efficacité collective qui ferait de nous une société moderne et compétitive.

Tout ajout d'énergie, peu importe la source, coûte trop cher à partir du moment où nous pourrions nous en passer en étant plus performants. L'ajout de La Romaine, peu importe le débat de chiffres sur le coût réel, n'est pas plus rentable pour le Québec que le prochain parc éolien. Nous pouvons et nous devons arrêter d'en ajouter...mais cela ne se fera pas, c'est trop facile d'en rajouter, trop gratifiant politiquement, et si...structurant! On gagne plus d'accolades à couler du béton et couper des rubans qu'à visiter des chantiers de rénovation ou de maisons à haute performance énergétique.

### **Mieux gérer l'offre et la demande énergétique**

La pleine capacité en puissance du réseau d'Hydro-Québec n'est pleinement sollicitée que 300 heures par année (sur, ne l'oublions pas, 8 760!), moins de 4% du temps. Nous n'avons même pas de programme de gestion de la demande en pointe qui aille plus loin que les grands consommateurs industriels. Pas un seul signal de prix qui agisse sur la demande des foyers, des commerces, pas de tarification différenciée selon l'heure, la saison ou la journée, rien. Nous ne concevons l'avenir qu'avec plus d'énergie. Nous gonflons le réseau

électrique pour une période qui ne représente même pas 5% des heures de service.

Pourtant les chiffres le démontrent : le PIB de beaucoup de pays, y compris du Québec, est détaché de la consommation d'énergie depuis plusieurs années. Nous avons doublé le PIB en peu d'années en stabilisant les GES! La baisse des GES n'a pas entraîné une diminution de notre compétitivité économique, loin de là. Pour le moment, nous semblons satisfaits que seuls les industriels investissent en efficacité énergétique ou en gestion de leur demande en pointe, c'est dans leur intérêt après tout! Imaginons un instant une mobilisation de tous les secteurs vers une réduction de la demande? On croit rêver...

Nous contenter d'ajouter de l'énergie nous rendra encore plus vulnérables face aux économies qui ont déjà pris le virage de la haute performance énergétique et environnementale. Nous pouvons produire plus d'économie avec moins d'énergie si on s'y met. D'autres l'on fait depuis belle lurette. Qu'attendons-nous?

C'est dans notre ADN de couler du béton, d'ajouter des milliers de maisons/logements par année et de ne pas regarder ce que cela va nous coûter collectivement à long terme. Nous avons une peur malade de nous discipliner énergétiquement, surtout s'il faut payer!

Combien de fois avons-nous entendu : *Le développement durable, je veux bien, mais tant que ça ne nuit pas à l'économie!* C'était même le credo central du document final du Sommet Rio+20 en 2012! Vingt ans de travaux dans le cadre d'une convention internationale pour aboutir à ce genre de lieu commun totalement éculé!

Nous préférons acheter des prix plutôt que du durable, nous refusons d'assumer la responsabilité de notre piètre performance énergétique. Le développement durable c'est d'abord...durable, forcément équitable du point de vue fiscal. Nous n'y ne sommes pas encore, peu s'en faut! J'ose avancer ici qu'il faut remettre en question l'idée même de tout développement qui ne serait durable. S'opposer juste pour la forme à un prix réel des bien et services liés à l'énergie c'est condamner à court terme le Québec à une fragilité sociale aux conséquences incalculables. Nous sommes condamnés à la cohérence : y ferons-nous face? Accepterons-nous de revoir notre modèle énergétique vétuste? Il manque à ce stade un ingrédient essentiel : le courage politique.

### **Et les tarifs?**

S'il y a un sujet tabou chez nous, c'est bien celui des tarifs d'électricité et du prix de l'énergie en général. Ne touchez pas aux tarifs, nous dit-on! Vous allez appauvrir la classe moyenne et affecter durement les moins nantis. La majorité des opinions exprimées publiquement qui vont dans ce sens démontrent surtout une incompréhension des structures tarifaires et des possibilités de les adaptées, en toute équité envers les moins nantis, pour refléter le prix réel des services rendus.

Nous avons l'obligation morale d'augmenter le prix de toutes les sources d'énergie, à commencer par celui de l'électricité. C'est le seul signal que le consommateur comprendra. Le prix de l'énergie doit être le moteur de notre politique d'efficacité énergétique. L'un ne va pas sans l'autre. Nous devons utiliser une partie de l'entrée

additionnelle d'argent des hausses tarifaires pour aider ceux qui en ont vraiment besoin. La majorité d'entre nous a largement les moyens de rencontrer une hausse de notre tarification énergétique. De plus, par nos comportements, nous pouvons facilement éliminer l'impact tarifaire sur nos factures énergétiques.

La classe moyenne, qu'on dit vulnérable aux hausses de tarifs, se jette quand même sur les magasins le 26 décembre pour y dépenser pas mal plus que l'impact des hausses de la facture d'électricité de l'année. La fermeture annoncée des magasins Target a provoqué une course aux spéciaux...les exemples de folie consummatrice abondent. Nous avons largement les moyens de faire face à quelques dollars de hausse par mois du prix de l'électricité.

Prenons pour exemple, la plus récente demande tarifaire d'Hydro-Québec. Si elle était approuvée en totalité, soit 3,9%, par la Régie de l'énergie, cela aurait comme impact sur une facture annuelle de \$1 000, un gros... \$40! Cela ne représente même pas un plein d'essence. C'est honteux de mener des guerres de mots pour si peu. Pas étonnant que nous ne soyons toujours pas capables de faire la différence entre tarif et facture.

À ce chapitre, je m'explique mal l'entêtement des représentants des consommateurs à lutter contre toute augmentation de tarif à Hydro-Québec. Je trouve cette attitude non constructive. Il faut se battre pour des logements plus sains, moins énergivores et faire en sorte que ceux et celles dans le besoin n'en tirent que des avantages! Il s'agit d'une obligation collective envers ceux et celles qui ont des difficultés financières. Nous ne devons pas par contre utiliser la protection des moins nantis pour protéger la majorité des

consommateurs du signal de prix essentiel à notre efficience énergétique.

Nous pourrions vraiment aider ceux pour qui la facture s'avère être un réel problème plus facilement en haussant les tarifs des paliers supérieurs, redirigeant une part dédiée, par décret ou règlement, de cette somme exclusivement à cette clientèle plus vulnérable. Leurs factures réduites en seraient gagnantes et nous pourrions ainsi créer ou maintenir des emplois dans le domaine de la construction. Du même coup, nous enverrions un signal fort au consommateur moyen sur la nécessité de miser sur l'efficacité énergétique tout en démontrant notre solidarité envers ceux et celles qu'il faut aider. Pour le moment, nous protégeons sans fondement économique sérieux la grande majorité de utilisateurs d'énergie en limitant les hausses de tarifs à un niveau qui n'incite personne à être plus efficace.

### **Efficacité Québec**

Il faut avoir un regard audacieux sur ce que nous faisons avec notre énergie, sur quel type d'économie nous miserons à long terme. Nos élus doivent dépasser la peur électoraliste qui les habite et faire preuve d'audace et de créativité. Hausser les tarifs ne doit pas être synonyme de suicide politique, bien au contraire. On doit associer à une telle orientation une volonté de propulser le Québec à l'avant-garde des économies modernes. Je suis certain que la réponse d'un public responsabilisé étonnerait ceux et celles qui oseraient. Il faut oser miser sur l'intelligence et l'audace collective de tous.

Dans la mesure où l'on arrête de ne regarder que la prochaine échéance électorale, un avenir économique basé sur des choix

responsables énergétiquement apportera une adhésion majoritaire. Un peu de cœur à l'ouvrage et d'honnêteté svp. Pour le moment, nous sommes obligés de constater que le climat de restriction budgétaire actuel se rapproche plus de la crampe au cerveau que de la gestion d'un manque d'argent. De l'argent nous savons qu'il y en a des tas dans les châteaux d'évasion fiscale que seuls les très riches peuvent s'offrir.

### **Questions posées par le gouvernement :**

Comme je l'ai exprimé dans le mémoire que je dépose, le premier ingrédient, le plus critique à la réussite en efficacité énergétique, c'est la volonté politique. Consulter ne suffit plus. Tout doit être sur la table si on veut entreprendre un virage de fond dans notre stratégie énergétique, dans notre économie.

Le pas le plus difficile sera celui de mettre en place une politique énergétique qui favorisera une équité du prix des services énergétiques, à commencer par les tarifs d'Hydro-Québec. Entre une tarification de type timbre-poste, issu de notre contrat social, en place depuis cinquante ans, et une autre dite à la marge, plus actuelle et surtout porteuse du prix réel des ajouts d'énergie plus récents, il doit y avoir un terrain juste qui cessera d'encourager le gaspillage sans pour autant tomber dans un accroissement de l'appauvrissement des familles qui ont besoin d'aide et pas seulement pour payer leur facture d'électricité.

Il est évident que la grille tarifaire d'Hydro-Québec doit être revue, et ça presse. Cela suppose que le gouvernement laissera à la Régie de l'énergie toute la latitude pour faire son travail. Cette réflexion aurait dû être entreprise il y a au moins 10 ans, nous avons perdu un temps précieux. Cela dit, et compte tenu de la confusion qui perdure entre tarif et facture, c'est justement dans cette révision que réside le plus grand potentiel d'éducation à la réalité énergétique actuelle. Arriver à convaincre une majorité de citoyens/consommateurs des avantages d'une révision sérieuse de la grille tarifaire d'Hydro-Québec ne pourra se réaliser que par le biais d'une importante campagne de communication (lire : éducation), d'une part, et d'autre part, d'un engagement sans faille de l'État à respecter et respecter les termes de ce qui ne serait rien de moins qu'un nouveau contrat social.

Toute stratégie d'efficacité énergétique doit commencer par une justesse des prix de l'énergie. Il n'y a pas de gymnastique d'économiste qui pourra remplacer la cohérence, la clarté et l'obligation de respect d'un tel pacte s'il est encadré formellement, je dirais même législativement. Les revenus additionnels, car il pourrait y en avoir beaucoup, doivent être réacheminés sans faille vers deux pôles principaux : l'amélioration de notre performance énergétique et l'appui aux technologies qui nous mettront à l'avant-garde de l'économie de demain.

La nouvelle grille tarifaire d'Hydro-Québec, qui serait évidemment soumise à une audience générique de la Régie de l'énergie, devrait comporter quelques éléments incontournables pour les abonnements domestiques : une redevance journalière limitée à suivre l'inflation et une première tranche de base (les 30 kilowatts/heures quotidiens actuels) également limitée à suivre l'inflation. Toute augmentation

des tarifs approuvée par le Régie ne devrait donc pas affecter le service de base. Il faut ajouter une tranche, un nouveau palier, pour les plus grands consommateurs résidentiels. Pourquoi? Parce que c'est justement dans le haut de l'échelle que se trouve une partie importante de la justification des coûts additionnels du réseau de distribution. J'exclue volontairement de mon propos les coûts liés à l'éolien et à la nouvelle production hydroélectrique qui tiennent, selon moi, d'un tout autre débat.

Il y a une génération, la maison unifamiliale moyenne avait une surface de plus ou moins 150 mètres carrés. Depuis, beaucoup de choses ont changé dans notre paysage immobilier et notre occupation du territoire. Des ensembles résidentiels d'habitation forment aujourd'hui une véritable ceinture autour des principales villes et la majorité des nouvelles maisons sont deux fois plus grandes, atteignant régulièrement plus de 250 mètres carrés.

Il a fallu mettre en place des extensions de réseau de distribution d'électricité importantes, et vu leur rendement énergétique assez moyen, augmenter considérablement la capacité de la puissance du réseau à la fine pointe. Or, construire hors des centres, sans densification réelle, impose des investissements massifs en nouvelles lignes de distribution qui ne seront rentabilisés que sur des décennies. Chose certaine, un tel signal de prix est incontournable si on parle d'équité tarifaire. Avec un tarif de type timbre-poste, on se trouve à interfinancer massivement les plus grands consommateurs domestiques qui, par surcroît, ont largement les moyens d'assumer les coûts qui sont liés au mode de vie qu'ils ont choisi.



**Nous devons afficher un réel désir de prendre la direction de la cohérence. C'est un rendez-vous essentiel pour prendre le Prochain Virage. Ne le manquons pas.**

## **François Tanguay**

François Tanguay œuvre en environnement avec conviction et passion depuis plus de 45 ans. Parmi ses contributions les plus récentes, il fut directeur de Greenpeace et responsable de la campagne « Changements climatiques » de 1992 à 1997. En juin 1997, il a été nommé juge administratif à la Régie de l'énergie, poste qu'il a occupé pendant 10 ans.

Nommé président du conseil d'administration de l'Agence québécoise de l'efficacité énergétique en octobre 2007, il quitte ce poste pour prendre la direction de la Coalition Bois Québec en avril 2008. Il sera codirecteur et porte-parole de la campagne *Je touche du bois* jusqu'en mai 2011. De juillet 2011 à décembre 2013, il a siégé au Comité d'experts sur l'évaluation environnementale stratégique (ÉES) sur le gaz de schiste du gouvernement du Québec. Il agit présentement comme conseil auprès de différentes organismes.

Monsieur Tanguay a régulièrement séjourné en Europe où il a donné des formations, animé de nombreux ateliers de terrain et participé à des rencontres sur les enjeux énergétiques. Il a également participé à plusieurs rencontres des Nations-Unies sur les changements climatiques. Monsieur Tanguay conseille régulièrement les décideurs et les élus. Il collabore comme éditorialiste au quotidien *The Record* (Sherbrooke).

Auteur de plusieurs ouvrages sur la construction écologique et de Manifestement Vert, un essai sur l'état de la planète, son plus récent ouvrage, écrit avec Steven Guilbeault : *Le Prochain Virage, Propulser le Québec vers un avenir équitable et durable*, a été publié chez Druide Éditeur en février 2014.